

## ZAMBIE : THE POST

Une politique éditoriale ouverte  
Un actionnariat indépendant  
Contre le règne du parti unique  
Corruption à tous les étages  
Soutien aux réformes institutionnelles  
Mobilisation de la société civile  
Liens

**La Zambie fut un des premiers pays africains à bénéficier d'une démocratie pluraliste. Et à voir débarquer dans la foulée plusieurs journaux de qualité dont le *Post* est devenu un symbole emblématique, objet régulier de controverse avec le gouvernement . Depuis ses débuts, le *Post* dénonce à tout va le népotisme des élites, la corruption à tous les étages et les complicités dans le trafic de drogue. Le journal a aussi joué un rôle pédagogique pour favoriser la démocratisation du régime et les réformes institutionnelles. Malgré des condamnations en série, le *Post* reste fidèle à ses principes d'origine et à un slogan particulièrement expressif, « le journal qui fouille en profondeur ». Cette stratégie de résistance est paradoxalement payante. Le *Post* est aujourd'hui l'un des journaux bénéficiant de la diffusion la plus large en Zambie.**

### **Une politique éditoriale ouverte**

Le journal *The Post* fut fondé le 26 juillet 1991. A ses débuts, l'équipe responsable de la conception et du développement du projet était composée de quatre personnes, indignées par le manque de liberté d'expression qui régnait en Zambie. Mike Hall était alors correspondant en Zambie du prestigieux *Financial Times*, Masautso Phiri travaillait à l'ambassade américaine en tant que spécialiste en politique et communication, Fred M'membe comptable de profession, travaillait comme expert pour la société internationale KPMG Peat Marwick et John Mukela était le correspondant zambien de la *British Broadcasting Corporation* (BBC). Ils avaient réussi à convaincre des investisseurs de différents horizons de fonder la *Post Newspaper Limited*, holding qui lança le *Weekly Post*, un tabloïd paraissant chaque vendredi avant d'adopter un rythme de parution quasi quotidien (cinq jours semaine) en 1995.

Dans la déclaration d'intention du projet journalistique, les fondateurs du journal affirmaient vouloir « *publier le meilleur journal zambien pour combler le fossé créé par l'insuffisance du journalisme actuel.* » Le projet visait à créer un journal hautement professionnel dans un pays où la presse était le plus souvent aux bottes des gouvernants. La politique éditoriale du *Post* elle-même s'inspire des règles les plus strictes du journalisme anglo-saxon. « *Nous avons le devoir de maintenir les critères professionnels et éthiques les plus élevés et de défendre toujours la liberté de la presse dans la récolte d'informations ainsi que dans l'expression des commentaires et critiques. Nous rechercherons toujours une forme d'équilibre dans la sélection et la présentation des nouvelles, en gardant à l'esprit qu'il y a presque toujours différentes visions et interprétations des événements. Nous avons le devoir d'exposer à nos lecteurs les différentes facettes d'une histoire. Autant que possible, nous devons rechercher la précision, la justesse et l'honnêteté.. Nous ne pouvons taire, déformer ou censurer les nouvelles, à moins que leur publication ne mette en danger la vie de quelqu'un et nous devons éviter l'amalgame entre commentaires ou suppositions et faits établis. Nous protégerons nos sources confidentielles d'informations. Nous ne tairons ou déformerons la réalité pour des considérations publicitaires ou pour préserver les intérêts particuliers de nos directeurs ou actionnaires.* »

### **Un actionnariat indépendant**

Vingt sept actionnaires, hommes d'affaires zambiens pour la plupart, participèrent au tour de table pour investir une somme limitée dans le journal. Les pionniers de *Post Newspapers* garantissaient que les principes suivants réguleraient l'actionnariat :

1. Aucun investisseur ne peut détenir plus de 25 % des parts totales (pour assurer son indépendance éditoriale).
2. Aucun des actionnaires ne peut avoir un rôle politique actif dans le gouvernement ou dans le seul parti politique au pouvoir, l'UNIP (United National Independence Party).
3. Les directeurs doivent s'entendre sur une clause de non-ingérence dans la politique éditoriale de *Post Newspaper Limited*.
4. Les actionnaires doivent être au-dessus de tout soupçon dans la gestion de leurs affaires, sans compromission aucune (trafic de drogue, corruption...).

Les revenus du groupe proviennent principalement de la publicité et des ventes quotidiennes du *Post*. Dès le départ, la stratégie fut de minimiser les dépenses générales et d'assurer au mieux l'autofinancement. L'équipe rédactionnelle est réduite, mais hautement professionnelle et compétente. La distribution du *Post* est sélective en ce sens qu'elle vise surtout les élites urbaines. Ce qui permet de contrôler les frais de distribution. Très rapidement, le prix de vente du journal fut supérieur à celui de ses concurrents. Mais, du fait de sa qualité et de la profondeur de ses investigations, les lecteurs firent preuve d'une fidélité soutenue, obligeant les concurrents à augmenter leur prix de vente et à voir leur diffusion baisser à cause de la moindre qualité de leurs pages. Cet atout compétitif couplé à une stratégie promotionnelle élaborée a permis de dégager une marge bénéficiaire élevée. Jaloux de son indépendance financière, le journal n'a jamais bénéficié d'aucune aide du gouvernement ou de groupes extérieurs politiques, religieux ou autres.

### **Contre le règne du parti unique**

Au moment où les critiques n'étaient pas encore structurées et exigeaient une bonne dose d'audace, le *Post* s'est jeté dans la mêlée, multipliant les appels pour une démocratisation immédiate en Zambie et contre le règne du parti unique. Il s'est entêté à révéler, preuves à l'appui, comment le parti au pouvoir avait empêché la croissance économique et institutionnalisé une corruption qui avait débouché sur des crimes au niveau le plus élevé, en particulier dans le trafic de drogue, alors même que la population tentait de survivre aux cruelles réalités de la vie en Zambie.

Le premier reportage du *Post* mit en évidence que le président de Zambia Consolidated Copper Mines (ZCCM), un conglomérat contrôlant le minerai de base, avait débauché des personnalités éminentes du gouvernement dans un gigantesque scandale qui coûta au pays des millions de dollars retrouvés sur des comptes étrangers. Des poursuites furent engagées contre le journal qui, inlassablement, continua de rassembler les preuves supplémentaires d'une corruption au plus haut niveau, obligeant ainsi ses accusateurs à retirer leurs plaintes et à cesser toute action en justice.

Le *Post* dévoila aussi l'affaire de la secte Maharish Faith dans laquelle le Président Kenneth Kaunda était impliqué et qui promettait « le Paradis sur Terre ». Géré par la famille Kaunda, ce projet brassait des millions issus des contribuables pour fonder une ville moderne et créer un état paradisiaque au sein de la Zambie censé aider les pauvres du pays. Au moment où le *Post* dévoila l'affaire, des millions avaient déjà été engloutis en frais de voyage (avions, hôtels) et pour la construction du David Universal Temple qui est aujourd'hui achevé. Celui-ci devait être le quartier général du projet, combinant les fonctions de temple et de centre high-tech. Il s'élevait à moins de cent mètres de la résidence présidentielle de Kaunda à Lusaka. Ce reportage hebdomadaire, développé sur douze numéros consécutifs, provoqua des réactions violentes au sein du gouvernement et des sympathisants de l'UNIP, le parti du président Kaunda. Mais, pour la première fois dans l'histoire de la Zambie, la population fut confrontée à des preuves irréfutables, assorties de chiffres, de photos et de listes de noms impliqués dans le détournement de richesses nationales. La corruption gouvernementale n'était plus seulement une allégation sans fondement des adeptes du changement, elle était une réalité. Le *Post* avait modifié l'atmosphère de la campagne électorale en rendant le régime de Kaunda de plus en plus impopulaire, et en contribuant à la défection de nombre d'anciens fidèles confrontés à une vérité qui leur avait toujours été occultée.

La position du journal fit croire à Kaunda et à l'UNIP que le *Post* avait été manipulé par l'opposition du MMD (Multi-Party Democracy) qui proposait un changement de parti. Pourtant, l'équipe éditoriale du *Post* ne faisait qu'appliquer un de ses principes de base appelant à "mettre en question les politiques et actions des autorités".

### **Corruption à tous les étages**

Le MMD arriva au pouvoir avec le président Chiluba qui pensait que le *Post* était et resterait de son côté. En quelques mois, il dut déchanter. Le ministère de l'Équipement et des Travaux Publics était dirigé par Ephraim Chibwe, un oncle de Chiluba. Le ministre était responsable de tous les grands travaux, de la construction aux

transports, en passant par l'aménagement des immeubles du gouvernement. Arrivé au pouvoir, le MMD commanda de nouvelles voitures pour les cabinets et un réaménagement du palais présidentiel. Mais au lieu de confier les commandes à l'organisme approprié, Chibwe décida de "faire ses courses" lui-même, avec l'argent de l'Etat.

Après une série d'articles et de démentis formels du président Chiluba quant à la corruption de son cabinet, le *Post* publia les bons de commande, les copies de paiement et d'autres preuves. Le président Chiluba démit son oncle mais le *Post* continua à dévoiler la corruption entâchant d'autres ministères qui recevaient de l'aide au développement du Japon : attribution de *Postes* gouvernementaux à des proches, importation de matériels coûteux ou d'autos hors taxe, etc. Aucune poursuite ne fut engagée pour la plupart d'entre eux, alors même que les articles avaient été confirmés par la Commission Anti-Corruption (ACC). Le *Post* révéla plus tard que Chiluba bloquait cette commission qui refusait de poursuivre son oncle et d'autres membres de son cabinet pour corruption. L'intégrité de la commission n'était qu'un leurre et elle devint la cible de l'ironie des médias et de l'indignation populaire.

Il fallut attendre 1994 pour que la commission se range à l'avis du *Post* quant aux accusations de népotisme et d'abus de biens publics dans les Magasins Médicaux, un parastatal contrôlé par le ministère de la Santé aux mains d'un homme fort du MMD, Michael Sata. L'ACC confirma les plaintes et engagea une action contre le ministre Sata.

Les révélations successives du *Post* sur les cas de corruption permirent aussi d'éviter qu'un paquet de dollars ne finissent dans la poche du ministre des Affaires Légales Remmy Mushota. Le *Post* montra comment le ministre et un collègue du parti s'étaient adjugé des commandes qui devaient leur rapporter 160.000 USD. Au mépris des procédures financières admises dans le ministère, Mushota avait poussé son secrétaire d'Etat à émettre un chèque en son nom propre. Bien que la première réaction de Mushota fut de nier les articles du *Post* et de les taxer de mensonges chroniques, l'incident ne laissa d'autre choix au président que de nommer une commission d'enquête dirigée par le juge de la Cour Suprême Ernest Ngulube, et ce en accord avec une loi récemment promulguée afin de contrôler les conduites des parlementaires et des ministres. Après quelques séances publiques, la commission déclara Mushota coupable de malversations financières. Il perdit son siège parlementaire et son portefeuille ministériel. Une fois encore, les dires du *Post* se vérifiaient.

Parallèlement aux investigations sur la corruption, le *Post* a tenté de démontrer l'existence d'un réseau de trafiquants en Zambie et de prouver son impact sur l'économie et le pouvoir.

Une série d'enquêtes révéla que des gens haut placés étaient mêlés au trafic de drogue. On démasqua des cartels qui impliquaient de hautes personnalités gouvernementales du MMD. La princesse et ministre du cabinet Nakatindi Wina, son mari, le président de l'Assemblée Nationale, ainsi que le ministre des Affaires Etrangères étaient liés à ce réseau. Tous trois avaient déjà été détenus pour des affaires de drogue et le *Post* publia des preuves du trafic, couvert par l'immunité diplomatique, et de leur rôle dans l'organisation des réseaux et dans le blanchiment d'argent. Le président hésita à intervenir contre ses amis de longue date. Mais confronté au refus des donateurs occidentaux de verser encore de l'argent au MMD tant qu'il n'aurait pas mis fin au trafic de drogue dans ses rangs, il trouva un compromis qui déboucha sur la démission des trois personnes incriminées.

### **Soutien aux réformes institutionnelles**

Le *Post* a toujours été un ardent partisan du développement d'une démocratie parlementaire en Zambie. Il s'est fait l'avocat d'une stricte séparation des pouvoirs entre le législatif, l'exécutif et le judiciaire. En 1996, le journal prit la tête du combat contre la manipulation continue du Parlement par le gouvernement. Il dénonçait ainsi l'incapacité du Parlement à affirmer son identité. Le président utilisait par exemple le Parlement pour contrer le pouvoir judiciaire et étiqueter les juges comme opposants au gouvernement. Leur seul « faute » étant d'avoir rejeté un projet de loi autorisant associations et manifestations publiques pour le parti au pouvoir alors que celles-ci étaient sanctionnées par la police pour le reste de la population. Le *Post* publia des articles dénonçant l'hypocrisie d'un gouvernement irrespectueux de la justice et tendancieux. Le vice-président Godfrey Miyanda, qui avait conduit l'opposition aux juges, devint la cible principale du *Post*. Miyanda se plaignit de ce que les critiques du *Post* à son égard étaient méprisantes par rapport au Parlement et le président de la Chambre, Robinson Nabulyato, soutint sa position.

Le *Post* a mené également une campagne opiniâtre contre les velléités du gouvernement d'amender ou d'ignorer la Constitution de la République. En 1995, il s'est opposé à l'introduction de clauses qui auraient amené à refuser le droit de vote à certains zambiens et à d'autres le droit de se présenter aux élections. Le président Chiluba comptait se saisir de ces nouveaux amendements pour bloquer certains candidats de l'opposition aux élections présidentielles de 1996 et, parmi ceux-ci, l'ancien chef de l'état Kenneth Kaunda. Pour cette campagne, le *Post* consacra plusieurs pages à un débat public sur le processus de décision constitutionnelle et la parole fut aussi donnée à des experts juridiques pour analyser les implications de la réforme pour les générations futures. Cette initiative coûta cher au journal. Le régime de Chiluba mobilisa son appareil et lança, avec l'aide des médias

publics, une campagne de diffamation contre le *Post* accusé d'être manipulé par "l'ennemi". Le gouvernement organisa un référendum surprise, sans laisser aux opposants le temps de faire campagne. Mais le *Post* eut vent de l'affaire et en fit sa manchette le jour même où le gouvernement devait se réunir pour approuver le référendum. Furieux, le président interdit la publication contentieuse par une ordonnance signée de sa propre main. Il ordonna aussi la saisie de toutes les copies déjà distribuées ainsi que la poursuite de tous ceux qui en détiendraient un exemplaire. La police ordonna également au fournisseur Zamnet de ne pas afficher l'édition de ce jour sur le site Web s'il voulait éviter l'inculpation, et de la retirer des archives en ligne. La police procéda ensuite à l'arrestation du rédacteur en chef et du responsable de la publication et les inculpa d'atteinte à la sécurité de l'Etat et d'espionnage, ce qui leur valait un minimum de 25 années de prison. Ils furent détenus cinq jours en prison avant d'être acquittés par la Cour Suprême de Zambie.

### **Mobilisation de la société civile**

Suite à leur engagement en faveur de la démocratisation du pays, les journalistes du *Post* sont devenus la cible d'attaques verbales ou physiques et l'objet public de la vindicte de la machine de l'Etat. Par ailleurs, le journal est considéré avec bienveillance par la société zambienne et la plupart des questions soulevées dans ses pages, qui attirent les réactions du gouvernement, s'accompagnent souvent d'une mobilisation publique.

Lorsque le *Post* est l'objet d'attaques, la société zambienne manifeste en sa faveur. Ainsi dans l'épisode où les médias gouvernementaux refusaient de couvrir les actions d'opposition aux nouvelles réformes agraires du gouvernement -qui évinçaient les propriétaires coutumiers de leurs terres et forçaient nombre d'entre eux à se déplacer-, le *Post* consacra de nombreuses pages pour exposer l'impact des réformes sur la société civile. Une démarche qui força finalement le gouvernement à repousser cette réforme.

Le *Post* a aussi joué un rôle pédagogique quant au système de pouvoir et à la démocratisation du régime. La démocratie zambienne, encore fragile, ne s'est engagée dans un processus d'ouverture qu'au début des années 90. Il n'y avait alors aucune institution civile pour la soutenir et l'alimenter. La domination du Parlement par un seul parti n'a pas arrangé les choses et le résultat était un chèque en blanc pour le MMD. Seuls les médias privés, et surtout le *Post*, ont osé se dresser contre les méfaits du gouvernement et lui mettre des bâtons dans les roues. La ligne du journal ne s'est jamais démarquée du projet initial tel qu'il fut formulé à ses débuts. « *Notre rôle est de mettre en question actions et politiques des autorités et de tous ceux qui exercent ou aspirent à un pouvoir économique, politique ou social sur la population. Nous oeuvrerons à développer et protéger la démocratie politique émergente qui garantit les droits fondamentaux et la liberté des individus, et ce par des campagnes de sensibilisation sur des questions soulevées par nos recherches, reportages et analyses* » déclaraient alors les quatre fondateurs du *Post*.

Cette ligne coûte cher à ses journalistes. Dans certains cas, ils ont été battus ou enlevés, les camionnettes de distribution ont été saisies, des menaces de mort ont été proférées et on a même tiré sur certains d'entre eux. Douze journalistes ont été récemment accusés d'espionnage après avoir publié des articles évoquant la possibilité d'un conflit entre la Zambie et son voisin l'Angola. Le journal n'en continue pas moins d'affirmer sa vitalité en publiant des informations cruciales pour le peuple zambien, de sorte que ce dernier soit suffisamment informé pour participer aux processus de décision de son pays.

***Bright Mwape fut responsable de la publication du Post et à ce titre l'une des personnes les plus impliquées dans les attaques du gouvernement zambien. Depuis 1997, il est coordinateur du MISA (Media Institute for Southern Africa), un centre de presse indépendant implanté en Afrique australe. Il y est en particulier chargé des campagnes relatives à la liberté de la presse et des aspects juridiques.***

### **Liens**

- Le site du *Post* donne accès aux articles et archives du journal : [www.zamnet.zm/zamnet/Post.html](http://www.zamnet.zm/zamnet/Post.html)
- Le *MISA* (Media Institute for Southern Africa) fait un important travail de monitoring, d'information juridique et de formation de journalistes sur l'Afrique australe : [www.misanet.org](http://www.misanet.org)
- Le *ZIMA* (Zambia Independent Media Association) est l'association membre du MISA : [www.zamnet.zm/zamnet/zima.html](http://www.zamnet.zm/zamnet/zima.html)
- *Zamnet* est le principal provider en Zambie, il donne accès à 95% de l'information

disponible : [www.zamnet.zm/zamnet/afonet.html](http://www.zamnet.zm/zamnet/afonet.html)